www.avise.org

Dossier



SILVER ÉCONOMIE



En 2050, près d'une personne sur trois sera âgée de 60 ans ou plus, contre une sur cinq en 2005...

Lire la suite





Comment accompagner cette évolution démographique et répondre aux besoins sociaux associés? Comment favoriser le maintien à domicile souhaité par plus de 80 % de nos aînés? Dans la continuité de l'impulsion donnée par le gouvernement, la « silver économie » – ou « l'économie au service des personnes âgées » – se développe, rassemblant un large éventail d'acteurs qui agissent pour améliorer l'état de santé, l'autonomie et la qualité de vie des plus âgés.

SOMMAIRE

DECRYPTAGE Silver économie : de quoi parle-t-on ?	<u>4</u>
PAR LA FONDA Quels enjeux à moyen et long terme ?	<u>6</u>
IMPULSION POLITIQUE Une filière industrielle en structuration	<u>11</u>
CHIFFRES CLÉS Transition démographique et vieillissement	<u>14</u>
FOCUS ESS Une contribution essentielle au bien vieillir	<u>17</u>
INITIATIVES LOCALES Sélection de projets innovants	<u>20</u>
ÉCOSYSTÈME Panorama des acteurs de la silver économie	<u>28</u>
COLLECTIVITÉS LOCALES L'action sociale entre départements et communes	<u>34</u>
CONSEILS RÉGIONAUX Pilotage et animation des Silver régions	<u>36</u>
Ressources nour aller plus loin	43



Retrouvez ce dossier en ligne sur www.avise.org/dossiers/silver-economie

Ce dossier a été réalisé par l'Avise avec le soutien du Fonds social européen, de la Caisse des Dépôts, de Régions de France et d'AG2R La Mondiale.

Directrice de la publication : Cécile Leclair // Rédaction : Pauline Bian-Gazeau // Correction-révision : Marie-Christine Montesquat // Conception graphique : Yann Collin // Photo de couverture : © Ologi // Avise - Mise à jour : novembre 2016

DÉCRYPTAGE SILVER ÉCONOMIE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

La « silver économie » – ou l'économie au service des personnes âgées – désigne l'ensemble des moyens mis en œuvre par les acteurs économiques et sociaux pour adapter la société au vieillissement. Cette dynamique intègre ainsi toute la diversité des biens et services qui favorisent l'état de santé, l'autonomie et la qualité de vie de nos aînés

Il y a quelques années, le concept de silver économie désignait uniquement les gérontechnologies, c'est-à-dire les solutions technologiques contribuant à améliorer le bien-être des personnes âgées (téléassistance, domotique, e-santé). Les récents débats autour du <u>projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement</u> ainsi que les démarches de coopération interacteurs ont fait évoluer l'acception du terme.

La silver économie est désormais comprise par la majorité des acteurs comme l'ensemble des biens et services développés permettant de répondre aux besoins des personnes âgées, dans tous les secteurs d'activité : santé, transport, loisirs, habitat, alimentation, urbanisme.

Pour reprendre les mots de Luc Broussy, président de <u>France Silver Éco</u>² et auteur du rapport sur l'adaptation de la société au vieillissement, « *la silver économie n'est pas une nouvelle industrie ex nihilo, mais une dynamique entre acteurs* ».

Ainsi, pour répondre aux enjeux du vieillissement démographique, l'ensemble des acteurs sont concernés :

• les entreprises : start-up du numérique, entreprises sociales, etc. ;

- les collectivités locales, notamment les conseils départementaux, attribuant l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), et les conseils régionaux, chargés d'animer la structuration de la filière en région;
- les organismes de protection sociale (mutuelles, instituts de prévoyance, caisses de retraite complémentaire, etc.);
- les professionnels du secteur médico-social;
- les organismes de recherche et établissements universitaires.



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 43

^{1.} www.avise.org/actualites/quels-impacts-pour-les-acteurs-medico-sociaux

^{2.} www.france-silvereco.fr

PAR LA FONDA QUELS ENJEUX À MOYEN ET LONG TERME ?

En février 2015, la Fonda et Futuribles International ont démarré une étude prospective sur le vieillissement démographique, en association avec les acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Avec l'appui d'un ensemble d'experts et de professionnels, ils ont notamment identifié les principaux enjeux soulevés par cette mutation démographique et des pistes quant aux réponses pouvant être apportées.

LES ENJEUX DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

LE CAPITAL SANTÉ
L'ACTIVITÉ DES SENIORS
LES REVENUS ET PATRIMOINES
LES RELATIONS SOCIALES
LE SOUTIEN AUX AIDANTS

LES LIEUX DE VIE LA MOBILITÉ LA PARTICIPATION CITOYENNE LA FIN DE VIE

© La Fonda et Futuribles International - novembre 2015

Le capital santé

Comment permettre à chacun de préserver et de développer son capital santé ? Entre le sport et le domaine du bien-être, entre le développement personnel et le care, de nouveaux services peuvent émerger, et des services existants se développer. Ces services pourraient notamment être intégrés par les professionnels de l'aide à domicile à leur offre d'accompagnement plus classique.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un suivi personnalisé, permettant de prévenir les risques et de retarder l'entrée en dépendance, semble être cruciale. Comment développer les démarches de prévention? Et comment, par ailleurs, éviter que ce suivi personnalisé ne conduise à une complète individualisation de la protection contre les risques de l'existence? Comment repenser la mutualisation des risques à l'heure de la massification de la collecte et du traitement automatisé des données individuelles? Il s'agit ici d'un défi crucial pour les mutuelles de prévoyance.

L'activité des seniors

Comment permettre aux personnes vieillissantes de rester actives, dès lors que leur santé le leur permet ? Alors que la mise en retraite, jadis passage brutal d'un statut d'actif à un statut d'inactif, est devenue plus progressive, de nouvelles solutions au maintien des seniors dans le marché de l'emploi sont à imaginer.

En outre, la possibilité offerte aux seniors de participer à des activités bénévoles comme à d'autres activités créatrices de valeur représente un enjeu majeur, notamment lorsqu'il s'agit de transmettre leur capital culturel aux plus jeunes.

Revenus et patrimoine

La tendance à la détérioration du rapport entre revenus des retraités (transferts et patrimoine) et revenus des actifs semble destinée à s'accentuer. Existe-t-il une voie mutualiste pour la retraite par capitalisation, qui ne soit pas une simple assurance-vie privée ? Comment articuler transferts intergénérationnels publics (ascendants) et transferts intergénérationnels privés (essentiellement descendants) ? Comment mobiliser le patrimoine des seniors ?

Les relations sociales

Alors même que quatre générations sont désormais amenées à coexister, les phénomènes d'isolement concernent une partie grandissante de la population, et notamment de ses classes d'âges les plus âgées. Comment améliorer la situation des générations pivots, et plus généralement celle des proches aidants, sur lesquels repose la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie ?

Le développement des rapports intergénérationnels représente également un défi majeur. Comment faciliter les regroupements familiaux, qu'ils soient temporaires (fêtes, vacances, etc.) ou définitifs (organisation des parcours résidentiels, habitats intermédiaires, etc.) ? Comment de nouvelles formes d'entraide intergénérationnelle, qui se développent hors de la famille, du voisinage ou de l'action caritative, peuvent-elles être mobilisées dans le combat contre l'isolement des personnes âgées ?

Le soutien aux aidants

Hommes, femmes, membres de la famille, mais également voisins, amis ou proches : ils sont 4 millions à aider régulièrement, financièrement ou psychologiquement, une personne de 60 ans et plus, vivant à son domicile, en perte d'autonomie et parfois atteinte d'une maladie. Comment permettre à ces aidants, lorsqu'ils sont actifs, de concilier l'aide qu'ils apportent à un tiers avec leurs vies familiale et professionnelle ? Comment améliorer l'articulation de leur action avec celle des aidants professionnels ? Comment leur fournir un accompagnement dans leurs tâches administratives ?

Les lieux de vie

À l'échelle du quartier comme à celle du logement, les personnes âgées ont besoin que leur environnement quotidien puisse évoluer et s'adapter à chacun des différents moments de leur vie.

Outre celui de leur accessibilité financière, les innovations technologiques contribuant à la sécurisation des lieux de vie (vidéosurveillance, domotique, self-monitoring, visites médicales en ligne, etc.) posent également le problème de leur acceptation et de leur appropriation par les personnes âgées en perte d'autonomie et par leurs aidants. Comment impliquer les personnes âgées dans la conception de ces outils ? Et comment permettre à l'ensemble des personnes âgées, notamment à celles disposant de ressources limitées, d'accéder à cette offre ?

En outre, en vue de dépasser l'alternative entre maintien à domicile et placement en établissement médicalisé, quelles formules d'habitat intermédiaires, notamment intergénérationnelles, peuvent être imaginées ?

Enfin, comment renforcer l'intégration sociale des personnes âgées, à l'échelle du quartier ou du village? Sur ce plan, quelles formes de coopération peut-on imaginer entre les acteurs œuvrant dans des domaines aussi divers que ceux du logement des personnes âgées, de leur accompagnement médico-social, ou encore des loisirs et de la culture?

La mobilité

Les enjeux liés à la mobilité des personnes vieillissantes impliquent de mieux appréhender les obstacles, structurels (sociaux, géographiques, économiques, cognitifs, etc.) comme fonctionnels à cette mobilité.

Un défi majeur est celui de la coordination entre les services de transports, l'action sanitaire et sociale et les acteurs de la vie culturelle, à partir d'une conception moins segmentée des besoins des seniors. Il se pose avec une acuité particulière pour les personnes âgées habitant en zone rurale ou périurbaine.

La participation citoyenne

Les personnes vieillissantes doivent être renforcées dans leur rôle de citoyen ayant la capacité de s'exprimer, d'être entendu et d'agir.

Comment permettre aux personnes âgées de contribuer à la vie démocratique de leur territoire ? Comment les inclure dans la construction, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques dont elles sont les sujets ? Comment multiplier les lieux d'échanges, de partage et de construction de projets communs, pouvant notamment permettre de tisser des liens intergénérationnels ?

La fin de vie

L'accompagnement des personnes en fin de vie engendre des besoins particuliers et soulève des enjeux spécifiques. Comment former les aidants, professionnels comme informels, à des formes d'accompagnement adaptées aux besoins des personnes en fin de vie ? Comment développer l'accès aux soins palliatifs, notamment à domicile ? En outre, comment offrir un cadre démocratique à des réflexions collectives sur les problématiques liées au droit à mourir dans la dignité ?





Réalisé par la Fonda, cet article est le fruit de réflexions issues de groupes de travail composés de nombreux experts du vieillissement et de représentants d'associations, mutuelles, fondations. Démarrée en février 2015, cette mobilisation collective aboutira, début 2016, à la publication de l'étude "Vieillissement démographique: défis et opportunités pour l'ESS". L'enjeu est d'explorer les enjeux liés au vieillissement démographique et d'identifier les innovations qui pourraient permettre aux organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) d'y jouer un rôle conforme à leurs finalités et spécificités.

Vieillissement démographique : défis et opportunités pour l'ESS³



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 43

^{3.} www.fonda.asso.fr/-Prospective-vieillissement-.html

IMPULSION POLITIQUE UNE FILIÈRE INDUSTRIELLE EN STRUCTURATION

En avril 2013, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, et Michèle Delaunay, ministre déléguée chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, ont lancé la filière silver économie. L'objectif? Structurer une offre économique qui réponde aux besoins du « bien vieillir » et assurer le développement d'une filière d'avenir.

Objectifs d'une stratégie de filière

Pour mieux assurer la prise en charge de la dépendance et offrir une meilleure qualité de vie aux personnes âgées, la stratégie de filière poursuit les objectifs opérationnels suivants :

- tracer une feuille de route pour cette filière émergente ainsi que les perspectives de développement de ce marché en France, en Europe et dans le monde;
- favoriser la coopération entre l'ensemble des acteurs concernés (entreprises, associations, organismes de protection sociale, etc.);
- faire connaître les produits et services déjà existants.

Comité de filière

MEMBRES

Mis en place en juillet 2013, le comité de filière national rassemble 45 membres, dont :

- des grandes entreprises (Legrand, Orange, BPCE, Essilor, etc.);
- des pôles de compétitivité (Cap Digital, Vitagora, etc.);

- des fédérations représentant les industriels et les distributeurs par secteur d'activité (santé, bâtiment, agroalimentaire, télécoms, etc.);
- des organismes de protection sociale (Malakoff Médéric, AG2R La Mondiale).

Seule l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA) représente, notamment, de nombreux acteurs associatifs au sein du comité de filière.



CONTRAT DE FILIÈRE

Un <u>contrat de filière</u>⁴ a été réalisé et signé par l'ensemble des membres du comité de filière national en décembre 2013. Il comprend six axes d'intervention majeurs :

- 1 > Créer les conditions d'émergence d'un grand marché de la silver économie ;
- 2 > Favoriser le développement d'une offre innovante et compétitive ;
- 3 > Exporter les produits et technologies de la silver économie ;
- 4 > Professionnaliser les acteurs de la silver économie ;
- **5 >** Communiquer positivement sur les personnes âgées et le bien vieillir auprès du grand public et des distributeurs ;
- 6 > Créer des innovations majeures dans la silver économie dans le cadre du Concours mondial d'innovation.

Si ce contrat considère avant tout le vieillissement dans son approche économique et dans sa composante technologique, le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, discuté en parallèle, intègre les enjeux sociaux du bien vieillir. Adopté en seconde lecture par le Sénat en octobre 2015, le texte doit permettre d'améliorer la prise en charge des personnes en perte d'autonomie.

Premières avancées

Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la Famille, de l'Enfance, des Personnes âgées et de l'Autonomie, et Emmanuel Macron, ministre

de l'Économie, ont décidé de donner une nouvelle impulsion au développement de la silver économie en réunissant de nouveau, en septembre 2015, le comité de filière (voir <u>communiqué de presse</u>⁵).

À cette occasion, des avancées importantes en matière de développement de la silver économie ont été soulignées :

- l'ouverture du <u>portail CNSA</u>⁶ regroupant l'ensemble des informations sur l'aide à domicile;
- les travaux de normalisation pour des aides et services spécifiques aux personnes âgées, engagés par l'Afnor, et de labellisation, réalisés avec l'appui de <u>France</u> <u>Silver Éco</u>⁷;
- le soutien aux TPE (très petites entreprises) mis en place par Business France⁸;
- le développement du label Silverbat par la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) ;
- le soutien à l'innovation et à l'investissement via la création du fonds sectoriel d'investissement Sisa⁹ et le lancement d'un concours mondial sur la silver économie;
- l'intégration de la silver économie dans les cursus universitaires.



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 44

^{4.} social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Contrat_Silver_economie-MEP-9-12-2013-v6.pdf

^{5.} social-sante. gouv. fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/comite-strategique-de-la-filiere-silver-economie

^{6.} www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr

^{7.} www.france-silvereco.fr

^{8.} www.businessfrance.fr

^{9.} les-aides.fr

CHIFFRES CLÉS TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET VIEILLISSEMENT

« Nous vivons une transition démographique inédite qui conjugue allongement de la vie, croissance du nombre de seniors et changement dans les manières de vivre sa séniorité », explique Serge Guérin, sociologue et spécialiste des questions liées au vieillissement.
Cette transition démographique représente par ailleurs un potentiel de création d'activités pour l'ensemble de l'économie française.

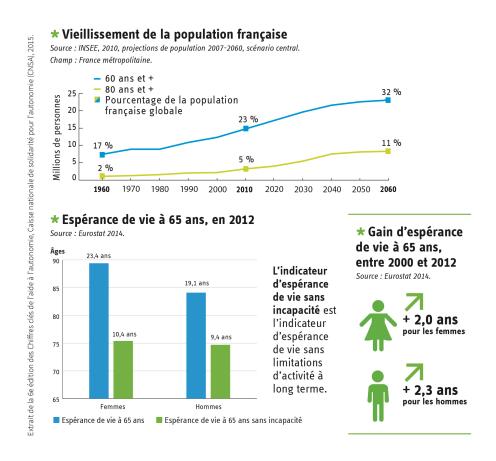
Vieillissement de la population française

Selon l'Insee, **une personne sur trois sera âgée de 60 ans ou plus en 2050,** soit 22,3 millions de Français. Cela représente une hausse de 80 % en 45 ans (12,6 millions de personnes en 2005). Les besoins sont différents selon le profil des personnes, en corrélation avec leur niveau d'autonomie. Trois « catégories » peuvent être distinguées :

- les actifs, des retraités autonomes et indépendants ;
- les personnes fragiles, qui présentent des limitations fonctionnelles et une baisse des capacités d'adaptation ou d'anticipation;
- les personnes dépendantes ou en perte d'autonomie, qui ont le besoin d'être aidées pour l'accomplissement des actes essentiels.

Au 1^{er} janvier 2012, **les personnes dépendantes représentent 1,17 million** de Français métropolitains, selon la classification établie dans le cadre de l'APA, soit 7,8 % des 60 ans ou plus. À l'horizon 2060, le nombre de personnes âgées dépendantes atteindrait 2,3 millions.

Pour financer leur prise en charge, l'APA devrait augmenter en conséquence. Aujourd'hui, l'APA représente une dépense globale de 5,2 milliards d'euros, dont le financement repose de plus en plus majoritairement (67 %) sur l'aide sociale des départements.



Une opportunité pour l'emploi

Dans son ensemble, la silver économie pourrait augmenter de 14 % par an et la filière permettrait d'apporter **0,25 point de croissance** au produit intérieur brut (PIB) annuel.

SILVER ÉCONOMIE

Selon la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) rattachée au ministère du Travail, **pas moins de 300 000 créations d'emplois** sont à anticiper dans le secteur de l'aide à la personne à l'horizon 2020, pour répondre aux besoins liés à l'accompagnement des personnes âgées. En intégrant le renouvellement des équipes, 579 000 postes seraient à pourvoir en France à l'horizon 2022, dont 322 000 aides à domicile, 172 000 assistantes maternelles et 85 000 employés de maison.

Selon une <u>enquête</u>¹⁰ du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), la consommation des personnes âgées constitue une proportion très conséquente des dépenses globales sur cinq principaux postes : la santé (57 % des dépenses de santé sont le fait de personnes de plus de 60 ans), l'alimentation (53 %), les autres biens et services, dont l'assurance et les services et soins personnels (51 %), l'équipement du foyer (50 %) et les loisirs (49 %).



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 44

10. www.credoc.fr/pdf/Rech/C296.pdf

FOCUS ESS

UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE AU BIEN VIEILLIR

Conciliant utilité sociale, ancrage local et activité économique, les acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS) sont particulièrement légitimes et bien placés pour répondre aux besoins des personnes âgées.

Une présence historique dans les domaines social et médico-social

Au 31 décembre 2011, 63,6 % des services d'aide à domicile sont portés par des associations ou fondations, soit 74,8 % des effectifs (chiffres CNCRES, juin 2014). 68 % des services d'aide à domicile aux personnes dépendantes relèvent de l'ESS. 60,2 % des hébergements sociaux et médico-sociaux sont gérés par des structures de l'ESS, soit 54,5 % des effectifs.

Les acteurs de la protection sociale complémentaire et de l'assurance (mutuelles, caisses de retraite complémentaires, institutions de prévoyance, assureurs) jouent également un rôle primordial dans l'accompagnement des personnes âgées. « Cette "nébuleuse" vend de la téléassistance, de l'assurance-dépendance, de la prévoyance, de la couverture complémentaire maladie... Elle propose des actions de prévention, d'aide aux transports et à la mobilité. Elle gère aussi des services d'aide à domicile ou des établissements pour personnes âgées. » (Extrait du rapport L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro !).

De nombreuses innovations sociales

Pour favoriser le maintien à domicile et la qualité de vie des personnes âgées, de nombreuses structures de l'ESS expérimentent et développent des réponses

nouvelles dans tous les domaines : santé, mobilité, loisirs ou encore tourisme (voir l'article du dossier « <u>Sélection de projets innovants</u> »¹¹ p. 20).



« L'INNOVATION SOCIALE CONSISTE À ÉLABORER DES RÉPONSES NOUVELLES À DES BESOINS SOCIAUX NOUVEAUX OU MAL SATISFAITS DANS LES CONDITIONS ACTUELLES DU MARCHÉ ET DES POLITIQUES SOCIALES, EN IMPLIQUANT LA PARTICIPATION ET LA COOPÉRATION DES ACTEURS CONCERNÉS, NOTAMMENT DES UTILISATEURS ET USAGERS. »

Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire

Quelle place dans les gérontechnologies?

Les gérontechnologies désignent les technologies facilitant l'autonomie des personnes âgées : dispositifs de rappel de tâches et de stimulation, aides techniques pour la motricité, outils de communication spécifiques, domotique, robotique, etc. Les associations d'aide à la personne sont particulièrement bien placées pour détecter les besoins des personnes âgées à leur domicile et participer à la coconception de solutions innovantes avec des start-up du numérique et des entreprises spécialisées. Elles peuvent également accompagner les personnes âgées dans la maîtrise de l'usage des produits innovants.

L'UNA Services et la Lyonnaise des Eaux ont ainsi imaginé ensemble une solution de téléassistance reposant sur l'installation d'un capteur sur le compteur d'eau. Si la personne âgée ne consomme pas d'eau pendant les plages horaires habituelles, un signal est émis.



« IL EST ÉVIDENT QUE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE POSSÈDE, À TRAVERS LA QUESTION DU VIEILLISSEMENT, UN EXTRAORDINAIRE CHAMP DE DÉVELOPPEMENT DANS UN DOMAINE OÙ SON INTERVENTION EST PARTICULIÈREMENT LÉGITIME ET POTENTIELLEMENT EFFICACE. »

Rapport L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro !, janvier 2013

→ POUR EN SAVOIR PLUS

- « Loi vieillissement : quels impacts pour les acteurs médico-sociaux ? » 12, article Avise, novembre 2015
- « Silver économie : une opportunité pour les associations d'aide à domicile ? » 13 , article Avise, janvier 2015



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 44

^{11.} www.avise.org/articles/selection-de-projets-innovants

^{12.} www.avise.org/actualites/quels-impacts-pour-les-acteurs-medico-sociaux

^{13.} www.avise.org/actualites/une-opportunite-pour-les-associations-daide-a-domicile

INITIATIVES LOCALES **SÉLECTION DE PROJETS INNOVANTS**



Selon le rapport interministériel sur l'adaptation de la société au vieillissement, « le quartier doit être au centre des préoccupations d'une politique efficace en faveur du bien vieillir ». De nombreuses innovations sociales entrepreneuriales, mais aussi publiques ou citoyennes, viennent ainsi renforcer les solidarités de proximité en faveur du bien vieillir.

Voici une sélection de projets identifiés dans le cadre d'un programme d'actions mené par l'Avise et AG2R La Mondiale en 2015, portant sur la thématique des solidarités de proximité en faveur du bien vieillir. Les projets sont présentés ici selon une typologie correspondant aux besoins exprimés suivants : « être écouté », « être acteur dans son quartier » et « être bien accompagné ».

Être écouté

VISITES À DOMICILE DE BÉNÉVOLES

> Les Intergénéreux (programme national)

Avec le programme <u>Les Intergénéreux</u>¹⁴ lancé en octobre 2014, l'association Unis-Cité mobilise des jeunes en service civique aux côtés des aînés les plus fragiles. Pendant 6 à 9 mois, les volontaires en service civique rendent visite chaque semaine à des personnes âgées vivant à leur domicile ou en résidence. Au cours de ces rencontres, ils leur proposent des activités variées qui améliorent leur bien-être : recueil de mémoire, initiation aux nouvelles technologies, sorties, sensibilisation aux risques de chutes, à la prévention santé. Avec ses 420 volontaires engagés au sein de la mission Les Intergénéreux aux quatre coins de la France, Unis-Cité est acteur de Monalisa. www.monalisa-asso.fr

> Réseau Bavard'âge (19)

Lancé sous l'impulsion de la Mutualité sociale agricole (MSA), le réseau Bavard'âge propose à des personnes souffrant d'isolement ou de solitude de recevoir des visites à domicile deux fois par mois. Le réseau compte aujourd'hui une dizaine de visiteurs bénévoles se rendant au domicile d'une trentaine de personnes âgées de plus de 60 ans sur trois cantons ruraux. Pour piloter le réseau et coordonner les visites, deux animatrices des instances de coordination gérontologique (ICG) animent les premières rencontres entre le bénévole et la personne. La MSA s'appuie sur un comité de pilotage associant le conseil départemental, la caisse régionale d'assurance maladie (Cram) et les instances de coordination gérontologique. Découvrir la Charte Bavard'âge¹⁵.

> Au bout du fil (75 - couverture nationale)

<u>Au bout du fil</u> est une association créée en avril 2007 à Paris. Sa vocation est de rompre la solitude des personnes qui se sentent seules, en leur proposant de recevoir un appel téléphonique amical une ou deux fois par semaine. Les appelants bénévoles d'Au bout du fil sont spécifiquement formés pour apporter simplement par le téléphone de la présence, du soutien et faire que chacun retrouve

un sens à son existence. Avec 200 000 appels de réconfort amical et chaleureux donnés à ce jour, soit plus de 5 000 conversations chaque mois. www.auboutdufil.org/

PLATES-FORMES WEB ET RÉSEAUX SOCIAUX SPÉCIALISÉS

> Voisin-age

Porté par l'association des Petits Frères des pauvres, le service <u>Voisin-Age</u> (<u>www.voisin-age.fr</u>) permet la mise en relation des habitants d'un même quartier avec les personnes âgées isolées en privilégiant la proximité, les affinités et la réciprocité des échanges. Il n'y a pas d'engagement de temps disponible, ni de durée. Il s'agit avant tout de recréer un entourage naturel autour de la personne âgée. Chaque « voisineur » rend compte de ses actions et échange avec les autres voisins au travers d'un site intranet dédié et sécurisé. Chaque équipe de voisins peut ainsi se coordonner en faveur et autour de la personne « voisinée ». Une expérimentation de 18 mois menée sur le premier réseau social local (<u>peuplade.fr</u>) a précédé la mise en place de ce service. Lancé en 2010, ce projet est en cours de déploiement sur différents territoires.

> Kawaa

En s'appuyant sur sa plate-forme web, l'entreprise sociale <u>Kawaa</u> organise régulièrement des temps de rencontres dans des bars et cafés, qui rassemblent une dizaine de participants autour d'un thème. Animées et encadrées par un » créateur de lien », elles durent près d'une heure. Le « temps d'un café » est expérimenté depuis juin 2013 à Boulogne, Puteaux et dans le 17^e arrondissement de Paris. Pour participer, il suffit de repérer le café et l'horaire du prochain kawaa à proximité et de se rendre sur place. De nombreuses rencontres intergénérationnelles sont organisées. <u>www.kawaa.co/fr</u>

CAFÉS SOCIAUX ET ESPACES D'ACCUEIL

> Ayyem Zamen (75)

Manque d'occupation, suivi médical irrégulier, logement inadapté : les travailleurs immigrés à la retraite vivent souvent la vieillesse comme une solitude et une déchéance. Le <u>café social</u> créé en 2003 par l'association Ayyem Zamen (« le bon vieux temps ») dans le quartier parisien de Belleville (20° arrondissement) lutte contre cet isolement. Un deuxième café social s'est ouvert en 2008 dans le quartier Château-Rouge. Les 500 personnes qu'il peut accueillir chaque année bénéficient des mêmes propositions qu'à Belleville : un salon de thé, des activités de loisirs, mais aussi une permanence sociale pour faciliter l'accès aux droits sociaux et être conseillé dans

les démarches administratives, ainsi qu'une sensibilisation à la santé et à l'hygiène. www.cafesocial.org

> Lay t'Motiv'(42)

Ce café associatif vise à redynamiser le village de Lay (800 habitants), dans la Loire. Il favorise un lien social intergénérationnel, crée de l'emploi dans le village, promeut un autre modèle économique à travers des partenariats avec des producteurs locaux et éthiques. Lay t'motiv' est ouvert 5 jours et demi par semaine, dont le dimanche matin, et prend le relai des autres commerces de proximité le jour de leur fermeture (journaux, dépôt de pain). Enfin, il organise des événements festifs, culturels, comme des concerts, des ateliers ludiques, des repas conviviaux, un marché d'été redynamisant la vie de la commune.

Être acteur dans son quartier

ACTIVITÉS LUDIOUE ET CRÉATIVES

> Centre communal d'action sociale (CCAS) de Creil (60)

Le jardin collectif a été créé par et pour les publics du CCAS : personnes en difficulté sociale et personnes âgées isolées ou vivant en établissement. Différentes actions gravitent autour de ce projet de développement durable et intergénérationnel : jardinage, notamment au moyen de jardinières surélevées permettant aux personnes âgées en perte d'autonomie de jardiner en position assise, pique-niques solidaires, utilisation des légumes et aromates du jardin dans le cadre d'ateliers culinaires de l'épicerie sociale, mise en place de composteurs collectifs dans les résidences pour personnes âgées. Le succès du projet repose sur l'échange de savoirs et la valorisation des initiatives individuelles et collectives, notamment des personnes âgées amenées à échanger autour de l'alimentation, du bien-être, de l'environnement.

Plus d'informations sur www.creil.fr

> Collectif Silver Geek (16, 17, 79, 86)

Le collectif Silver Geek a lancé en septembre 2014 une expérimentation en Poitou-Charentes auprès de structures s'adressant aux personnes âgées. L'objectif est le soutien des seniors dans le maintien de leur autonomie physique et psychique par l'usage ludique d'outils numériques. La dimension collective des animations mises en place visent également à renforcer le lien social entre les participants, ainsi qu'entre les participants et leur environnement social (familles, aidants, etc.). L'originalité du projet est d'associer des entreprises (Orange, la Macif, La Poste, les Ateliers du Bocage du groupe Emmaüs), des associations (Unis-Cité, Passerelle

et Compétences) et des acteurs publics sur le thème de la solidarité numérique. À terme, le collectif Silver Geek a pour ambition d'étendre son projet en créant une synergie bénéfique entre tous les acteurs (associations, entreprises et collectivités) du territoire. collectifsilvergeek.tumblr.com/leprojet

PARTAGE DE TEMPS ET/OU DE SAVOIR-FAIRE

. . .

> Accorderie

Concept importé du Québec, l'<u>Accorderie</u> propose aux habitants d'un quartier de se regrouper pour échanger entre eux des services, sur la base de leurs savoir-faire, et ce, sans aucune contrepartie financière. Proche des systèmes d'échanges locaux (SEL), le principe des Accorderies s'en distingue par un système de crédit de temps : travaux de couture, bricolage, baby-sitting, aide au déménagement, etc., quel que soit le service échangé, une heure rendue égale une heure reçue. <u>www.accorderie.fr</u>

> Bénénova (44, 75)

Depuis août 2013, <u>Bénénova</u> valorise l'engagement en facilitant le bénévolat ponctuel (1 à 3 heures) en petit groupe, en collaboration avec les associations locales. Les bénévoles s'inscrivent sur le site Internet de l'association aux projets qui les intéressent, sans obligation d'engagement sur le long terme. L'objectif est de permettre à chacun, même aux personnes aux disponibilités rares et/ou irrégulières, de donner vie à son désir d'action solidaire concrète, en rendant l'action bénévole plus souple dans son accès. Les horaires, activités et thématiques des projets sont très variés, pour répondre au mieux aux problématiques sociales et environnementales du terrain. De nombreuses actions sont à dimension intergénérationnelle. <u>www.benenova.fr</u>

> Centre social communal de Bergerac (24)

Afin de rendre services aux jeunes mères du quartier qui connaissent des difficultés pour faire garder leurs enfants, des jeunes « mamies » assurent des permanences bénévoles au centre social municipal. En échange, les « mamans » s'engagent à rendre de menus services aux personnes âgées. Un mode de garde d'enfants solidaire et créatif qui renforce le lien et la solidarité entre les habitants, et qui facilite les démarches d'insertion sociale et professionnelle. Les « mamies », parfois isolées, peuvent recevoir des visites des mamans et bénéficier ainsi de compagnie et de menus services. Découvrir la fiche expérience <u>Apriles</u>. <u>www.apriles.net</u>

Être bien accompagné

COMPTOIRS ET BOUQUETS DE SERVICES

> Conciergerie Palanca

Spécialisée dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), la <u>Scop Palanca</u> lance progressivement, au cours de l'année 2015, une conciergerie de quartier pour faciliter le maintien à domicile de personnes âgées sur le quartier Arnaud Bernard, à Toulouse, un quartier populaire du centre-ville. Le développement se fera progressivement, en faisant remonter les besoins des habitants et de la collectivité, en complémentarité des structures et des initiatives déjà en place sur le quartier, et sans générer de nuisances. <u>palanca.fr/conciergerie</u>

Conciergerie de quartier – projet porté par la Conciergerie solidaire de Bordeaux (33)

Installée au cœur de l'écoquartier Ginko, à Bordeaux, la conciergerie de quartier a pour objectif de créer du lien social entre les habitants tout en leur facilitant l'accès à des services de proximité et en améliorant le cadre de vie dans le quartier. La conciergerie propose de nombreux services relais, en complément de l'offre commerçante du quartier : relais postal, accueil des nouveaux arrivants, etc. L'accueil des habitants et le suivi des commandes sont assurés par un concierge, salarié en insertion, formé et accompagné par l'entreprise vers un retour à l'emploi. Découvrir l'étude de cas 16 portant sur la Conciergerie de quartier.

ACCÈS AUX AIDES TECHNIQUES

> La Technicothèque (49)

La maison départementale de l'autonomie de Maine-et-Loire expérimente la mise en place d'une plate-forme d'accessibilité aux aides techniques pour l'autonomie dans tous les actes de la vie quotidienne, la Technicothèque (fauteuil roulant, déambulateur, appareil auditif, etc.). Ce projet poursuit plusieurs objectifs : faciliter l'accès aux aides techniques, notamment pour les plus démunis, réduire les délais entre la préconisation et l'accès aux aides techniques, et réattribuer une aide technique et diminuer les coûts. L'originalité de la Technicothèque est d'associer l'ensemble des conseils départementaux de la région des Pays de la Loire, l'ARS, la Carsat, l'Agefiph et Harmonie Services Mutualistes. Elle s'appuie également sur un partenariat avec Envie Anjou, entreprise d'insertion qui récupère, rénove et revend fauteuils roulants, lits médicalisés et autres matériels. Plus d'informations sur le site du Centich. www.centich.fr

> Centre communal d'action sociale (CCAS) de Laval (49)

Lancé en 2012, le microcrédit autonomie est une extension du microcrédit classique. Il s'adresse aux Lavallois en situation de handicap, disposant de ressources modestes et ne pouvant obtenir un crédit bancaire par la voie classique. Ce microcrédit est dédié à l'acquisition d'équipement ou d'appareillage en lien avec le handicap ou la perte d'autonomie du bénéficiaire, à la réalisation de travaux, à l'aménagement d'un véhicule, à l'achat de matériel informatique, etc. Les bénéficiaires potentiels sont accompagnés par deux agents du CCAS pour élaborer leur dossier. Le prêt peut atteindre 6 000 euros, remboursables sur 60 mois. Présentation détaillée sur la banque d'expériences proposée par l'Union nationale des CCAS (UNCCAS). www.unccas.org/micro-credit-autonomie

ADAPTATION DU DOMICILE

> NGO Aménagement (69)

Créée en avril 2014, NGO Aménagement est une entreprise de bâtiment spécialisée dans l'aménagement de logement pour les personnes âgées. Le regard croisé d'un ergothérapeute et d'un conducteur de travaux lui permet de proposer des solutions d'aménagement pour répondre de manière individualisée aux besoins de ses bénéficiaires. L'entreprise, via ses équipes spécialisées, prend en charge la réalisation des travaux et la gestion complète de toutes les corporations intervenant dans le logement. NGO Aménagement a remporté le prix « Projet esprit coopératif », remis par Les Scop. www.ngo-amenagement.com

> CHV - Moissons nouvelles (83)

Afin de favoriser un maintien à domicile de qualité pour les personnes âgées de la région toulonnaise, le CHV – Moissons nouvelles, association spécialisée dans l'insertion par le logement, met en œuvre des actions d'amélioration de l'habitat à caractère intergénérationnel. Le chantier est réalisé par les enfants et petits-enfants ou par de jeunes bénévoles, tandis que la personne bénéficiaire reste au cœur du projet tout au long du processus. Le lien familial est ainsi renforcé pendant et après les travaux, le logement étant dès lors adapté à la multiplication des visites.

Le collectif accompagne chaque année environ 420 ménages en situation de grande précarité dans l'accès ou le maintien en habitation. Découvrir la fiche expérience Apriles. www.apriles.net



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 45

^{14.} www.uniscite.fr/missions-service-civique/lien-intergenerationnel-devenir-intergenereux/

^{15.} www.msalimousin.fr/lfr/documents/98765/16925286/bavard'âge+Corrèze.pdf

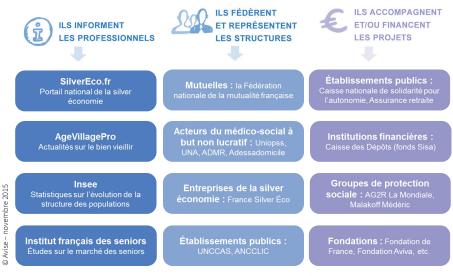
^{16.} www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20151123/conciergerie_etude_de_cas_20151120.pdf

ÉCOSYSTÈME

PANORAMA DES ACTEURS DE LA SILVER ÉCONOMIE

De nombreux acteurs publics et privés soutiennent les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) portant des projets dans la silver économie.

Voici un tour d'horizon selon leur mode d'intervention : information, représentation, accompagnement et/ou financement.



Panorama des acteurs de la silver économie

Ils informent les professionnels

> SilverEco.fr

Le portail national de la silver économie propose des actualités et décryptages sur les nouvelles technologies pour l'autonomie et plus largement sur l'ensemble des produits et services dédiés au bien vieillir. <u>www.silvereco.fr</u>

> AgeVillagePro

Ce magazine internet d'information propose chaque semaine, depuis 2000, des actualités sur le bien vieillir. www.agevillagepro.com

> Insee

L'Institut national de la statistique et des études économiques propose de nombreuses publications pour la France ou les régions sur l'évolution de la structure des populations. <u>www.insee.fr</u>

> Institut français des seniors

Créé en 2010 par l'ancien directeur de Notre Temps, l'Institut français des seniors exerce quatre métiers autour d'un même public, les 50 ans et plus : l'organisation de salons leaders sur la cible seniors, le conseil, les études et la formation. Des études détaillées sur le marché des seniors sont disponibles en ligne (accès gratuit). www.institutfrancaisdesseniors.com

Ils fédèrent et représentent les structures

LES MUTUELLES

> Fédération nationale de la mutualité française

Créée en 1902, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) est le porteparole des mutuelles et des unions mutualistes qui la composent. L'organisation professionnelle représente la quasi-totalité des mutuelles, avec plus de 426 structures adhérentes. Elle poursuit quatre missions principales : l'animation de la vie démocratique du mouvement mutualiste, la promotion du modèle, des valeurs et des principes mutualistes, l'accompagnement au développement des mutuelles et la représentation des mutuelles dans l'espace public. www.mutualite.fr

LES ACTEURS DU MÉDICO-SOCIAL À BUT NON LUCRATIF

> Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss)

Depuis 1947, l'Uniopss unit, défend et valorise les acteurs du secteur non lucratif de solidarité. L'Uniopss regroupe 25 000 établissements et services (centres de santé, centres hospitaliers, foyers de vie, etc.) et 750 000 salariés. www.uniopss.asso.fr

> Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA)
Fondé en 1970, l'UNA est le 1er réseau français de l'aide, des soins et des services
aux domiciles. Avec plus de 1 000 structures adhérentes et 120 000 professionnels,
le réseau est présent sur l'ensemble du territoire français et en outre-mer.
Les structures UNA sont polyvalentes et ont pour mission d'aider et d'accompagner
au quotidien chaque année plus de 730 000 personnes et familles (personnes âgées,
fragiles ou handicapées, enfants et familles en difficulté). www.una.fr

> ADMR

Fondée en 1945, l'ADMR (Aide à domicile en milieu rural) est un réseau associatif de services à la personne rassemblant 3 300 associations locales. L'ADMR intervient dans quatre grands domaines : autonomie, services de confort à domicile, famille et santé. En 2013, l'ADMR compte 717 000 clients sur l'ensemble de la France. www.admr.org

> Adessadomicile

Créée en 1927, cette fédération nationale représente quelque 400 associations et organismes gestionnaires à but non lucratif (Scop, CCAS, etc.) œuvrant dans l'aide, le soin à domicile et les services à la personne. <u>adessadomicile.org</u>

LES ENTREPRISES DE LA SILVER ÉCONOMIE

> France Silver Éco

L'association Centre national de référence santé à domicile et autonomie est devenue en décembre 2014 France Silver Éco. Son but est d'être le facilitateur de l'innovation par la mise en place d'un réseau national d'expertise et d'innovation associant tous les acteurs de la chaîne de valeur (offreurs, utilisateurs, financeurs). www.cnr-sante.fr

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

> Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS)
Tête de réseau, elle a pour vocation de représenter, animer et accompagner
les centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS)
aux niveaux départemental, régional, national et européen.

Forte de ses 4 000 adhérents, l'union représente et soutient ses adhérents, anime le réseau et développe les échanges d'expériences, favorise la constitution effective de CCAS et de CIAS, et les informe des évolutions législatives et de l'actualité de l'action sociale. www.unccas.org

 L'Association nationale des coordinateurs et directeurs de centres locaux d'information et de coordination (ANCCLIC)

Fondée en 2008, l'association vise à promouvoir l'action menée par les CLIC, le dispositif Maia (méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soin dans le champ de l'autonomie) et tout autre service agissant pour l'amélioration du parcours de santé de différents publics, notamment des personnes âgées en perte d'autonomie. <u>ancclic.wordpress.com</u>

Ils accompagnent et/ou financent les projets

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

> Innovation Capital (filiale de la Caisse des Dépôts)

Innovation Capital, société de capital investissement fondée en 1996, filiale de la Caisse des Dépôts, a lancé en février 2014 le Fonds sectoriel de la filière de la silver économie¹⁷ dédié au financement des Services innovants pour les acteurs de la santé et de l'autonomie (Sisa). Soutenu dès sa conception par Bpifrance, qui en est le principal souscripteur, le fonds Sisa, géré par Innovation Capital, réunit également des acteurs majeurs du domaine de la protection sociale (Klesia, Malakoff Médéric, Ircem, Ocirp, Harmonie Mutuelle, Humanis, Réunica/AG2R La Mondiale). www.innovationcapital.fr

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

> Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Depuis 2006, la CNSA est chargée de financer les aides en faveur des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes handicapées, de garantir l'égalité de traitement sur tout le territoire et pour l'ensemble des handicaps et d'assurer un rôle d'expertise et de recherche sur les questions liées à la perte d'autonomie. Doté d'un budget de plus de 22 milliards d'euros, cet établissement public est donc à la fois une « caisse » chargée de répartir les moyens financiers et une « agence » d'appui technique.

La CNSA accorde des subventions à des structures (associations, universités, hôpitaux, etc.) qui lui présentent des projets correspondant aux axes de son

programme d'action annuel et ne relevant pas du champ de la recherche académique. <u>www.cnsa.fr</u>

> Assurance retraite

Le réseau de l'Assurance retraite est principalement constitué de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) et des 15 caisses d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat). Premier organisme français de retraite, la Cnav est chargée d'organiser et de gérer la retraite du régime général de la Sécurité sociale. Elle réalise des projections sur la situation financière du régime et des évaluations du système des retraites, et contribue à la recherche sur le vieillissement. Dans le cadre de leur politique d'action sociale, les Carsat soutiennent financièrement des associations intervenant dans le domaine sanitaire et social. Coordonnées des Carsat sur www.lassuranceretraite.fr

LES GROUPES DE PROTECTION SOCIALE

> AG2R La Mondiale

Prévoyance, santé, épargne, retraite, engagement social, AG2R La Mondiale est le groupe de référence en assurance de la personne en France, à gouvernance paritaire et mutualiste. Par l'intermédiaire de son action sociale retraite complémentaire, AG2R La Mondiale concoure au développement de solutions en réponse à des besoins sociaux chez les actifs et les retraités. Le groupe soutient notamment des projets et des dispositifs permettant d'agir en faveur de la mobilité et du lien social des personnes âgées¹⁸. www.ag2rlamondiale.fr

Depuis plus de 10 ans, les Conseils régionaux de l'action sociale (Coréas) AG2R La Mondiale organisent les <u>Trophées régionaux de l'innovation sociale</u> pour récompenser des associations et autres organismes à but non lucratif ayant mis en place des initiatives innovantes en faveur des personnes âgées, handicapées ou en difficulté sociale.

LES FONDATIONS ET AUTRES

> Fondation de France

Forte de 45 ans d'expérience, la Fondation de France est le premier réseau de philanthropie en France. Il réunit fondateurs, donateurs, experts bénévoles, salariés et des milliers d'associations. Elle soutient notamment des actions en faveur de la dignité et des droits des personnes âgées, ainsi que sur leurs possibilités d'exercice de la citoyenneté. Découvrir les appels à projets et les bourses de la Fondation de France sur www.fondationdefrance.org

> Fondation Aviva

La Fondation Aviva participe au financement de projets et actions de proximité ayant un caractère humanitaire, de solidarité ou de prévention, en faveur des enfants et des personnes âgées. Elle finance 20 à 30 opérations par an. www.aviva.fr

> Bourse Charles Foix

Organisée par Silver Valley, la Bourse Charles Foix²⁰ encourage et soutient, depuis 2004, le développement de projets innovants permettant d'améliorer la qualité de vie et l'autonomie des seniors et/ou de leurs aidants (jusqu'à 15 000 € de dotation par projet, coaching individualisé et promotion). <u>www.silvervalley.fr</u>

→ POUR EN SAVOIR PLUS

Liste d'appels à projets et de bourses « personnes âgées » sur <u>www.agevillagepro.com</u>



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 45

^{17.} www.innovationcapital.fr/news.php?id=291

^{18.} www.ag2rlamondiale.fr/groupe/activite-sociale

^{19.} www.ag2rlamondiale.fr/groupe/activite-sociale/trophees-regionaux-d-innovation-sociale

^{20.} www.silvervalley.fr/Bourse-Charles-Foix-2015

COLLECTIVITÉS LOCALES L'ACTION SOCIALE ENTRE DÉPARTEMENTS ET COMMUNES

L'acte II de la décentralisation de 2004 a conforté le rôle fondamental du département en matière d'action sociale et médico-sociale. À l'échelle communale, les CCAS et les CIAS (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale) animent une action générale de prévention et de développement social, notamment en direction des personnes âgées.

Le conseil départemental, chef de file de l'action sociale

Conforté dans son rôle par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, dite acte II de la décentralisation, le département est chef de file de l'action sociale et médico-sociale, chargé de définir et de mettre en œuvre cette politique publique. Il assure :

- la définition et la mise en œuvre du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale (pour plus d'informations, voir l'article <u>L. 312-4</u> du Code de l'action sociale et des familles). À retrouver sur <u>www.legifrance.gouv.fr</u>;
- la coordination de l'action sociale et le pilotage des centres locaux d'information et de coordination (CLIC) et du comité départemental des retraités et personnes âgées (Coderpa) ;
- la distribution de prestations d'aide et d'action sociales, notamment de l'APA et de la PCH (prestation compensation handicap).

Un transfert de compétence possible vers la métropole

• L'<u>article 90</u> de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), adoptée en août 2015, prévoit que, par convention passée avec

le département, la métropole peut exercer à l'intérieur de son périmètre la définition et la mise en œuvre de l'action sociale en faveur des personnes âgées, à l'exclusion de la prise en charge des prestations légales d'aide sociale. À retrouver sur www.legifrance.gouv.fr

La commune, en charge de l'action sociale de proximité

En charge de l'action sociale dans les communes, les CCAS et les CIAS animent une action générale de prévention et de développement social. Ces établissements administratifs disposent d'un budget propre et sont dirigés par un conseil d'administration, présidé respectivement par le maire de la commune ou le président de la communeuté de communes.

Intervenant dans plusieurs domaines d'action, les CCAS et les CIAS peuvent :

- attribuer des aides financières, en nature ou sous forme de prêts;
- développer des activités, comme la gestion d'établissements d'hébergement pour personnes âgées ou de services à domicile;
- mettre en œuvre des actions d'animation ou de soutien : lutte contre l'isolement, maintien du lien social, accès à la culture et aux loisirs, actions de prévention, adaptation du logement, etc.

L'<u>article 79</u> de la loi NOTRe rend facultatif la création d'un CCAS dans les communes de moins de 1 500 habitants. Si le conseil municipal prononce la dissolution du CCAS, ses missions sont alors transférées directement à la commune ou au CIAS. À retrouver sur <u>www.legifrance.gouv.fr</u>

→ POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrir l'<u>interview de Benoît Calmels</u>, délégué général de l'UNCCAS sur le rôle des CCAS dans le développement de services de proximité innovants²¹.

Précisions sur l'APA

Créée en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est une prestation accordée par le conseil départemental. Destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus en perte d'autonomie, elle peut contribuer au financement des services et aides techniques favorisant l'autonomie à domicile. Pour les personnes résidant en établissement, elle peut permettre d'acquitter une partie du tarif dépendance. Celui-ci comprend l'ensemble des aides fournies à la personne dans le cadre de ses activités quotidiennes (toilette, déplacement, etc.).

^{21.} www.avise.org/actualites/linnovation-se-joue-dans-la-proximite

CONSEILS RÉGIONAUX PILOTAGE ET ANIMATION DES SILVER RÉGIONS

Dès 2010, la région Limousin a impulsé la création d'Autonom'lab, association soutenant les projets de lutte contre la perte d'autonomie. Depuis, la silver économie est devenue un axe stratégique pour plusieurs régions, souvent sous l'appellation de « Silver région ».

Accompagner la mutation démographique tout en créant de l'emploi local

Si l'aide sociale aux personnes âgées relève de la compétence des conseils départementaux, la silver économie touche aussi aux compétences régionales d'innovation, de développement économique et de formation.

La filière présente des opportunités de développement économique pour le secteur médico-social, les services à la personne, le bâtiment (création de nouveaux établissements, adaptation des logements existants) ou encore le transport adapté. La région Pays de la Loire estime ainsi qu'entre 7 000 et 11 000 nouveaux emplois devraient être créés pour accompagner la transition démographique sur son seul territoire d'ici 2017.

Dans le <u>contrat de filière national</u>²², par l'intermédiaire de l'association Régions de France, les conseils régionaux ont proposé de :

1 > Présider des comités de filière régionaux. Cette structuration territoriale doit se faire en association avec les collectivités infrarégionales, notamment les conseils départementaux qui portent les dispositifs d'action sociale de proximité. L'Assemblée des départements de France (ADF) souligne qu'» en raison de leurs

capacités d'innovation permanentes et de leurs possibilités de fédérer les différents acteurs intéressés au niveau d'un territoire d'action pertinent, les départements de France se doivent d'être des éléments moteurs de la structuration de cette filière »;

- 2 > Introduire un volet silver économie dans les plans industriels qui y concourent (objets connectés, robotique, alimentation, etc.);
- 3 > Mobiliser les fonds européens sur le thème de la silver économie sur la base des stratégies régionales d'innovation (SRI) et des contrats de plan État-région (CPER);
- 4 > Désigner, avec la Bpifrance, un interlocuteur unique au niveau local chargé d'orienter les acteurs sur les financements existants.

Le gouvernement a également encouragé les régions à formaliser une stratégie territoriale dédiée, à travers l'élaboration de schémas régionaux silver-économiques. Ces schémas pourraient permettre d'améliorer l'individualisation de la prise en charge des bénéficiaires et contribuer à la mise en cohérence de l'intervention d'acteurs divers au domicile de la personne. Cette formalisation n'est actuellement pas à l'ordre du jour des instances régionales, exception faite de Midi-Pyrénées qui a élaboré²³ son plan silver économie 2014-2020.

Animer les comités de filière régionaux

Animé directement par le conseil régional ou par l'agence régionale de développement, un comité de filière doit permettre de centraliser les données relatives aux besoins des seniors, de structurer l'action des partenaires locaux et in fine de favoriser la coopération entre les acteurs concernés par la filière en région.

Depuis fin 2013, des Silver régions – selon leur propre appellation – ont ainsi initié une dynamique de mise en réseau des acteurs locaux : entreprises, associations, organismes de protection sociale, etc. Si les acteurs de l'ESS sont peu représentés dans le comité de filière national, en région, les réseaux de l'ESS (UNA, Uriopss, Cres(s), etc.) et leurs membres sont des parties prenantes quasi systématiques.

Parmi les régions pionnières, on retrouve la Basse-Normandie, le Midi-Pyrénées et les Pays de la Loire, dont les expériences sont présentées ci-dessous.

RÉGION BASSE-NORMANDIE : ACCOMPAGNER L'EXISTANT

Première « Silver région » labellisée par le gouvernement, la démarche de Silver Normandie s'articule autour de trois axes principaux : une gouvernance (le comité de filière), de nombreuses entreprises innovantes et des marchés pilotes. L'objectif affiché est de faciliter la mise sur le marché de produits et services innovants.

> Installer un collectif territorial

Tech Sap Ouest, pôle de développement des nouvelles technologies dans le secteur des services à la personne, et le pôle de compétitivité « Transition électronique sécurisée » ont donné l'impulsion en faveur d'une politique de silver économie. Afin d'appuyer l'organisation de la filière, la région Basse-Normandie, les conseils généraux et l'agence régionale de santé de Normandie ont lancé la création d'un comité en janvier 2014. Ce collectif est animé par Miriade, l'agence régionale de développement, et a pour mission de mobiliser les acteurs de la filière et de favoriser la coconstruction entre les secteurs d'activité.

Le comité s'organise autour de groupes de travail structurés autour des principaux secteurs d'activité concernés : domotique, e-santé, tourisme, nutrition, mobilité et services à la personne. Chaque groupe a vocation à imaginer des solutions économiques en partant des besoins liés aux caractéristiques démographiques régionales.

> S'appuyer sur un écosystème favorable

La région Basse-Normandie dispose d'un tissu économique très favorable au développement de la silver économie, avec la présence de structures déjà mobilisées.

- <u>Tech Sap Ouest :</u> cluster d'entreprises normand, basé à Alençon, qui regroupe plus d'une cinquantaine d'adhérents, principalement des industriels, pour développer les marchés de la silver économie, en utilisant des ressources dédiées (Living Lab, Maison domotique, centres de formation, pépinière, etc.) et en impulsant des projets collaboratifs.
- <u>Pôle TES</u>: Le pôle de compétitivité TES regroupe plus de 120 acteurs: grands groupes, PME-PMI, laboratoires, collectivités locales, etc. Ensemble, ils œuvrent pour renforcer l'attractivité de la Normandie et la positionner comme un territoire de référence de l'expérimentation des services et des usages dans le numérique. La vocation du pôle est de soutenir l'innovation et de favoriser le développement des projets collaboratifs innovants.

La Maison de la domotique d'application pédagogique (MDAP) est une vitrine pour des produits de la silver économie mis à disposition par des industriels. Elle constitue

une ressource pédagogique pour des organismes de formation des secteurs des services à la personne (SAP), de la santé et du social. Elle est le laboratoire du Living Lab de Tech Sap Ouest.

Si la dynamique est encore récente, Alexia Lemoine, responsable des programmes transversaux à la Miriade, note que l'animation d'un tel collectif permet de faire remonter des projets et donne également l'occasion de travailler sur des sujets connexes avec les entreprises du territoire (marchés publics, innovation, etc.).

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES : CRÉER UNE CHAÎNE DE VALEUR DE L'ACTION SOCIALE

En 2012, dans le cadre de l'élaboration de la stratégie régionale d'innovation, une lettre de mission sur l'action des PME pour les technologies de santé et de l'autonomie est confiée à deux experts – Pierre Larrouy, économiste, et Jean Pierre Madier, chef d'entreprise. Dans la continuité, un groupe de travail est mis en place comprenant des entreprises, des *clusters* et des hôpitaux universitaires. En février 2013, la région Midi-Pyrénées est retenue par le gouvernement comme territoire pilote pour la structuration de la filière silver économie.



POUR LA RÉGION, L'OBJECTIF EST BIEN DE CRÉER UNE CHAÎNE DE VALEUR DE L'ACTION SOCIALE.



> Formalisation de la stratégie territoriale

Dans la continuité de la labellisation par l'État, les élus régionaux ont adopté un plan silver économie en juin 2014.

Ce document stratégique prévoit douze actions répondant à trois objectifs principaux :

- 1 > Soutenir l'innovation et le transfert de technologie avec, notamment, le développement de projets collaboratifs et des démonstrateurs «<u>Espass</u>»24 – Espace de parcours santé social –, lieux innovants de proximité;
- 2 > Favoriser l'émergence d'une filière d'excellence en Midi-Pyrénées ;
- 3 > Accompagner sa structuration tout en assurant sa visibilité et sa promotion.

Pour la région, l'objectif est bien de créer une chaîne de valeur de l'action sociale, partant de la détection des besoins et allant jusqu'à l'accompagnement des personnes âgées dans l'acceptation des technologies innovantes.

Pour contribuer à la réalisation des trois objectifs stratégiques, un comité multiacteurs a été mis en place en juillet 2014. Il réunit 60 membres (conseils départementaux et intercommunalités, entreprises, assureurs et mutuelles, *clusters*, hôpitaux universitaires). L'Uriopss et Adessadomicile font également partie du comité. Quatre groupes de travail thématiques (innovation, territoires, acceptabilité et éthique, stratégie globale) ont été mis en place pour favoriser la fédération des acteurs.

La région s'est engagée, en parallèle, à favoriser la recherche et le développement de projets collaboratifs. <u>L'appel à projets Easynov silver économie</u>²⁵ a ainsi été lancé en octobre 2014, axé sur le financement de dispositifs gérontechnologiques innovants. Une seconde édition a été lancée fin 2015. <u>www.midipyrenees.fr/EASYNOV</u>

> Des projets de territoires en développement

Des territoires sont déjà en action, notamment le pôle d'excellence rurale « Gers-Santé-Ruralité » qui appuie la création d'un projet de démonstrateur Espass²⁶. L'objectif est de créer une chaîne d'action sociale alliant l'information, la détection des besoins et le suivi des personnes âgées sur l'équipement en gérontechnologies.

RÉGION PAYS DE LA LOIRE : UNE STRUCTURATION AUTOUR D'UN ACTEUR CLÉ, LE GÉRONTOPÔLE

La région des Pays de la Loire se mobilise en faveur du bien vieillir dans le cadre de ses compétences en recherche, formation et développement économique. Cela s'est concrétisé par son soutien à la création du <u>Gérontopôle</u> en 2010 et par le lancement de la filière silver économie en avril 2014. <u>www.gerontopole-paysdelaloire.fr</u>

> Structurer une filière économique régionale

Dans les Pays de la Loire, 400 entreprises et associations régionales relevant du champ de la silver économie ont été recensées à ce jour, ainsi que 35 centres de compétences (laboratoires de recherche, centres techniques, pôles de compétitivité). La chambre de commerce et d'industrie (CCI) Pays de la Loire et le Gérontopôle des Pays de la Loire ont installé un comité régional en 2014, qui réunit la région, les PME innovantes ainsi que d'autres acteurs des champs de l'économie et de l'ESS.

Parmi ses axes de travail, la filière intègre les enjeux de la formation initiale et continue, afin de favoriser l'emploi des jeunes et le déploiement de nouvelles

compétences. Une enveloppe annuelle d'un million d'euros est prévue par le conseil régional pour financer l'animation de filière.

> Soutenir le développement du Gérontopôle

Le conseil régional est l'un des membres fondateurs du Gérontopôle Autonomie Longévité des Pays de la Loire. Créée en 2010 à l'initiative du professeur Gilles Berrut, avec l'appui des CHU de Nantes, d'Angers et de la CCI Pays de la Loire, le Gérontopôle poursuit quatre objectifs principaux :

- 1 > Stimuler la recherche et l'innovation sur le bien vieillir;
- 2 > Améliorer la formation et l'enseignement en lien avec les métiers de l'autonomie et de la longévité;
- 3 > Agir pour le développement économique des entreprises et de la région ;
- **4 >** Accompagner les politiques publiques des territoires.

Jouant un rôle d'ensemblier, le Gérontopôle fédère différents acteurs sur le territoire, dont l'agence régionale de santé Pays de la Loire, les conseils généraux, les associations et des entreprises porteuses de dispositifs technologiques. La chambre régionale de l'ESS (Cress) des Pays de la Loire a rejoint la dynamique en devenant membre de l'association.

Parmi ses actions phares, le Gérontopôle anime la Maison régionale de l'autonomie et de la longévité. Cet équipement, financé par le conseil régional avec le soutien de fonds européens, permet aux acteurs régionaux agissant pour la qualité de vie des aînés de se rencontrer, se former, s'informer, et de présenter leurs initiatives aux partenaires et au grand public. La Maison régionale de l'autonomie et la longévité compte démultiplier sa présence dans les 5 départements de la région.

RÉGION AQUITAINE : IMPULSER ET ACCOMPAGNER LA STRUCTURATION DE LA FILIÈRE

La filière régionale Silver Aquitaine, lancée en février 2014, a réuni près de 400 personnes à l'hôtel de région, en présence et sous la présidence de Michèle Delaunay, ministre déléguée auprès de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, et d'Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine. Cette journée a donné lieu à différentes présentations et tables rondes autour d'un espace d'exposition.

> Six filières pour la Silver Aquitaine

Pour accompagner la structuration de ce nouveau secteur, Aquitaine Développement Innovation (www.aquitaine-developpement-innovation.com) et le conseil régional d'Aquitaine animent des groupes de travail autour de 6 filières :

- santé et médico-social;
- prévention, bien vieillir et tourisme de santé;
- habitat et urbanisme ;
- autonomie et maintien à domicile;
- transports et mobilité adaptés;
- transversalités (projets de collaborations interfilières).
- > Actions clés
- Publication du recueil des produits et services de la Silver Aquitaine.
- Mise en place de groupes de travail afin de structurer et d'animer les <u>6 filières clés</u> de la Silver Aquitaine.
- Appel à manifestation d'intérêt (AMI) silver économie, ayant pour objectif de susciter l'émergence de projets et produits innovants dans ce domaine.
- Renforcement des liens avec les entreprises de l'ESS: un besoin de coconstruction de l'offre et d'accompagnement humain dans la silver économie.

→ POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrir d'autres politiques et expériences régionales :

- Limousin²⁷: une démarche déjà ancienne;
- Lorraine²⁸: <u>un comité lorrain pour la silver économie</u>;
- Champagne-Ardenne²⁹: numérique et silver économie.



Pour aller plus loin, voir Ressources p. 45

^{22.} social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Contrat_Silver_economie-MEP-9-12-2013-v6.pdf

^{23.} www.midipyrenees.fr/IMG/pdf/plaquette_silver_economie.pdf

^{24.} www.avise.org/actualites/des-espass-pour-accompagner-les-personnes-agees-en-milieu-rural

^{25.} www.midipyrenees.fr/EASYNOV

^{26.} www.avise.org/actualites/des-espass-pour-accompagner-les-personnes-agees-en-milieu-rural

^{27.} www.limousinentreprise.fr/secteurs-porteurs/bien-vieillir-silver-economie

^{28.} www.lorraine.eu/accueil/actualites/zone-actus/toutes-les-actualites/crlo---actualite-45.html

 $^{29. \} www.cr-champagne-ardenne.fr/Actions/Developpement Entreprises/attractivite/Pages/Numerique-silver-economie.aspx$



RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

Retrouvez également ces ressources en ligne sur www.avise.org/dossiers

SILVER ÉCONOMIE : DE QUOI PARLE-T-ON ?



La silver économie, une opportunité de croissance pour la France

VIDÉO / Ministère des Affaires sociales - 2014

www.avise.org/articles/silver-economie-de-quoi-parle-t-on



Silver économie : décryptage et enjeux pour l'ESS

PDF / Avise - 2015

www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_avise-arf-cdc_note_silvereconomie.pdf

L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro !

PDF / Mission interministérielle pilotée par Luc Broussy - 2013

www.avise.org/ressources/ladaptation-de-la-societe-au-vieillissement-de-sa-population-annee-zero

Contrat de filière silver économie

PDF / Ministère des Affaires sociales et de la Santé – 2013

www.avise.org/ressources/contrat-de-filiere-silver-economie

QUELS ENJEUX À MOYEN ET LONG TERME?



L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro!

PDF / Mission interministérielle pilotée par Luc Broussy - 2013

www.avise.org/ressources/ladaptation-de-la-societe-au-vieillissement-de-sa-population-annee-zero

Les Solitudes en France

PDF / Fondation de France - 2014

www.avise.org/ressources/les-solitudes-en-france

Les attentes des bénéficiaires de l'aide à domicile

PDF / UNA – Senior strategic – 2014

www.avise.org/ressources/les-attentes-des-beneficiaires-de-laide-a-domicile

UNE FILIÈRE INDUSTRIELLE EN STRUCTURATION



La silver économie, une opportunité de croissance

PDF / Commissariat général à la stratégie et à la prospective – 2013 www.avise.org/ressources/la-silver-economie-une-opportunite-de-croissance

Contrat de filière silver économie

PDF / Ministère des Affaires sociales et de la Santé – 2013 www.avise.org/ressources/contrat-de-filiere-silver-economie

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET VIEILLISSEMENT



L'adaptation de la société au vieillissement de sa population. France : année zéro!

PDF / Mission interministérielle pilotée par Luc Broussy – 2013

www.avise.org/ressources/ladaptation-de-la-societe-au-vieillissement-de-sa-population-annee-zero

UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE AU BIEN VIEILLIR



La silver économie, une opportunité de croissance pour la France

VIDÉO / Ministère des Affaires sociales – 2014

www.avise.org/articles/silver-economie-de-quoi-parle-t-on



Silver économie : décryptage et enjeux pour l'ESS

PDF / Avise - 2015

www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_avise-arf-cdc_note_silvereconomie.pdf

Les attentes des bénéficiaires de l'aide à domicile

PDF / UNA - Senior strategic - 2014

www.avise.org/ressources/les-attentes-des-beneficiaires-de-laide-a-domicile

SÉLECTION DE PROJETS INNOVANTS





Services de proximité et bien vieillir

PDF / Avise - 2015

www.avise.org/ressources/services-de-proximite-bien-vieillir

Initiatives innovantes & habitat

PDF / L'Union sociale pour l'habitat Rhône-Alpes – 2014 www.avise.org/ressources/initiatives-innovantes-habitat

Innovation sociale pour le « bien vieillir »

PDF / Fondation Roi Baudouin – 2014

www.avise.org/ressources/innovation-sociale-pour-le-bien-vieillir

Mode d'emploi : l'innovation sociale

PDF / Avise - 2015

www.avise.org/ressources/mode-demploi-linnovation-sociale

PANORAMA DES ACTEURS DE LA SILVER ÉCONOMIE



Financements de la silver économie

PDF / ADMR, FNAAFP/CSF et UNA - 2015

www.avise.org/ressources/financements-de-la-silver-economie

CONSEILS RÉGIONAUX



Silver économie : décryptage et enjeux pour l'ESS

PDF / Avise - 2015

www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_avise-arf-cdc_note_silvereconomie.pdf

SILVER ÉCONOMIE



L'AVISE ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Une ambition forte pour l'ESS

Depuis 2002, l'Avise contribue à la performance globale de l'Économie sociale et solidaire (ESS) et à son impact sur l'emploi.

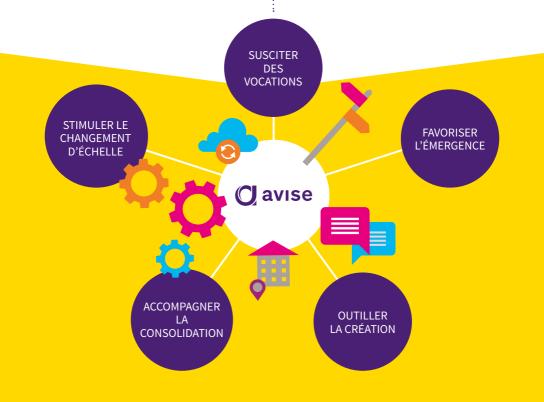
Une mission d'intérêt général

Sa mission est de favoriser l'émergence, la consolidation et le changement d'échelle des structures d'utilité sociale, créatrices d'activités innovantes et d'emplois de qualité.

Principales activités de l'Avise

En tant qu'agence d'ingénierie et centre de ressources, l'Avise a construit son offre de services autour de cinq activités :

- Veille et analyse
- Information et outillage
- Formation et échange de pratiques
- Animation de dispositifs et de communautés de professionnels
- Conduite de programmes d'accompagnement



Dossier



La silver économie. En France, une personne sur trois sera âgée de 60 ans ou plus en 2050. De multiples réponses à ce changement démographique se développent, elles incarnent la silver économie. Réalisé par l'Avise, avec le soutien du Fonds social européen, de la Caisse des Dépôts, de Régions de France et d'AG2R La Mondiale, ce dossier apporte des clés de compréhension et d'action afin qu'un plus grand nombre d'acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS) créent et développent des initiatives visant à répondre aux besoins sociaux des personnes âgées.



Retrouvez ce dossier en ligne sur www.avise.org/dossiers



Agence d'ingénierie et centre de ressources, l'Avise agit depuis 2002 pour le développement de l'économie sociale et solidaire en accompagnant l'émergence, la consolidation et le changement d'échelle des structures d'utilité sociale, créatrices d'activités innovantes et d'emplois de qualité.

www.avise.org









